

« Notre modèle a atteint ses limites, la nature ne le supporte plus »

IDÉES Les Économistes atterrés plaident pour « une grande bifurcation »

► Pour le collectif, l'heure n'est plus ni à critiquer les politiques d'austérité ni à s'interroger sur les moyens de stimuler la croissance.

► L'urgence est de changer d'avenir, estime Benjamin Coriat...

ENTRETIEN

Dès 2010, les Économistes atterrés, un collectif né dans la foulée de la crise financière, dénonçaient les politiques d'austérité mise en œuvre en Europe. Dans *Changer d'avenir*, qui sort aux éditions Les Liens qui Libèrent, les Atterrés nous pressent de repenser radicalement notre modèle économique et social. Il ne s'agit plus de savoir comment stimuler la croissance (ou organiser la décroissance), mais d'opérer « une grande bifurcation. » Entretien avec Benjamin Coriat, professeur à l'Université Paris-XII et membre du CA des Économistes atterrés.

Votre collectif a critiqué sans ménagement les programmes de MM. Fillon et Macron, « les deux candidats - je vous cite - des classes dirigeantes ». Mais *Changer d'avenir* montre que l'enjeu, de votre point de vue, n'est pas (seulement) le nom du futur locataire de l'Élysée...

Notre souci principal n'est pas d'attaquer tel ou tel candidat, même si certains ont des propositions très nocives que nous dénonçons. Notre collectif est né dans la foulée de la crise de 2008, pour proposer un diagnostic différent et réfuter la réponse européenne basée sur les règles budgétaires et la déflation salariale. Cette réponse néolibérale, à laquelle nous nous opposons, est un échec. Nous l'avons dit et redit. Cette fois, nous pensons qu'il faut aller plus loin ; qu'une grande bifurcation est nécessaire ; et nous dénonçons la poursuite d'une politique qui nous mène tout droit au précipice.

Vous vous référez à l'anthropocène - cette idée que nous serions entrés dans une nouvelle ère, dans laquelle l'activité humaine est devenue le principal déterminant de l'évolution de la Terre. C'est un moment clef de votre réflexion, n'est-ce pas ?

Absolument. Il s'agit, pour nous, d'un tournant. La crise a été totalement sous-

estimée. Elle n'est pas seulement économique et sociale. Nous faisons référence à l'anthropocène, non parce que nous serions des nouveaux convertis, mais

parce que nous partageons cette idée que

notre modèle économique a atteint ses limites écologiques. La nature ne le supporte plus et le manifeste au travers du changement climatique et d'autres phénomènes, comme, par exemple, de graves sécheresses dans des régions qui n'en avaient jamais connu.

Pour autant, vous refusez l'idée que l'acteur, à la fois coupable et victime, de la crise écologique serait l'espace humaine. Pourquoi ?

Car ce n'est pas l'activité humaine en elle-même qui est en cause, mais un certain type d'activité, motivée par le productivisme et la recherche du profit à tout prix. Il nous paraît erroné de traiter

de la crise écologique sans qu'il soit question de capitalisme, de rapports sociaux, d'inégalités... Prenons un exemple. Face à la raréfaction des ressources pétrolières, la pire option a été choisie : le gaz de schiste, qui augmente les émissions de CO₂ et menace les nappes phréatiques. Ce n'est pas un choix respectueux de l'homme, mais celui de lobbies puissants qui ont su, dans certains pays, imposer la poursuite de leurs intérêts propres - au détriment de l'intérêt général.

L'ère de la croissance forte est terminée, écrivez-vous. Mais vous ne prônez pas la décroissance. Pourquoi ?

Nous ne sommes pas partisans de la décroissance. Mais nous pensons qu'il faut arrêter de penser en termes de croissance. Dans le modèle que nous préconisons

- le seul soutenable -, certains secteurs seront en décroissance, notamment ceux liés aux énergies fossiles. Et d'autres seront en croissance : les services aux personnes, notamment aux personnes âgées. Mais pas seulement ! Parce que l'enjeu sera de rendre écologique tout une série d'activités industrielles qui, aujourd'hui, ne le sont pas. Lorsqu'Arcelor était en crise, certains avaient imaginé de construire une aciérie qui aurait été extrêmement économique en carbone et même à énergie positive. Cela n'a pas été fait, mais c'était possible. Nous avons d'immenses chantiers à développer dans les technologies écologiquement soutenables et qui permettent d'envisager une réindustriali-

sation de nos pays.

Avec comme objectif la transition écologique, autrement dit : le passage à des modes de production et de consommation plus économes en énergie et en matières premières. Il faudra changer notre façon de vivre ?

Oui. Mais cela ne signifie pas nous vivrons moins bien. Nous aurons sans doute moins de biens de consommation, mais ils seront plus durables. Et d'autres services seront disponibles. Nous ne sommes pas des utopistes. Ce que nous proposons ne va pas se réaliser dans les cinq prochaines années. Mais il faut, dès maintenant, prendre les bonnes décisions, effectuer les bons investissements qui orienteront nos systèmes économiques vers la transition écologique. Celle-ci ne se fera pas en huit jours.

Ni par la (seule) main invisible du marché, dites-vous également.

Ceux qui comptent sur le marché se trompent. Le marché a choisi le gaz de schiste ; nous privilégions les énergies renouvelables. Mais pour cela, il faut une action publique, une action collective, mise en œuvre par les États, les régions, les collectivités locales... Soyons clairs : nous n'opposons pas le public et le privé. Mais nous sommes convaincus que seule l'action publique peut initier la transition écologique au niveau nécessaire - par exemple, en imposant des circuits courts dans les appels d'offres ou en favorisant la rénovation thermique des logements via des aides et des crédits à taux privilégiés - à la suite de quoi l'investissement privé suivra.

Vous dites ne pas vouloir vous résigner à voir le débat politique « confisqué par une vraie droite néolibérale et une fausse gauche social-libérale ». La vraie gauche, où est-elle ?

Je ne citerai pas de nom, notamment parce que nous sommes un collectif qui comme tel ne soutient aucun candidat. Mais pour nous, la gauche est du côté de ceux qui pensent : (1) que l'écologie est non seulement une nécessité, mais une opportunité ; (2) que l'initiative citoyenne, notamment via les coopératives et l'économie sociale, est essentielle ; (3) que l'intervention publique est nécessaire ; et (4) qu'avec la mondialisation, les inégalités ont atteint un niveau insensé, qu'il faut donc mettre fin à la financiarisation de l'économie et revenir vers une société plus égalitaire. ■

Propos recueillis par
DOMINIQUE BERNS